

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 2279

[Mac—27411]

**16 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon  
autorisant du 10 octobre au 11 novembre 1993 un réapprovisionnement des pinsonniers  
et amateurs d'oiseaux indigènes en vue de l'élevage**

Le Gouvernement wallon,

- Vu la directive 79/409 CEE du 20 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages;
- Vu la décision du Comité de Ministres Benelux M(72)18;
- Vu la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe et ses annexes I, II, III, IV faites à Berne le 19 septembre 1979;
- Vu la loi du 20 avril 1989 portant approbation de cette Convention;
- Vu l'article 31 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse;
- Vu le décret du 14 décembre 1989 permettant à l'Exécutif régional wallon de prendre toutes les mesures que requiert l'application ou la mise en œuvre des Traités et Conventions internationaux en matière de chasse, pêche, protection des oiseaux et conservation de la nature;
- Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux;
- Vu la concertation des Exécutifs qui s'est tenue le 1er mars 1993;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 juin 1992 agréant les groupements;
- Considérant que selon la directive 79/409 CEE du 20 avril 1979 il n'est pas permis de déroger à la protection des oiseaux que pour de petites quantités et lorsqu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante;
- Considérant que la solution par l'élevage en captivité fait l'objet d'études commandées par la Région;
- Considérant qu'en attendant le résultat de ces études il y a lieu, à titre conservatoire, de permettre un prélèvement d'oiseaux dans la nature;
- Considérant que la décision M(72)18 du Comité de Ministres Benelux permet, sans équivoque, de considérer la cage à trébuchet non automatique comme engin de capture autorisé;
- Considérant que ce procédé de capture ne peut plus tomber au sens strict et étymologique sous le vocable de "tenderie", qui suppose la tension d'un lacet ou d'un filet rabattant de plus de 0,25 m<sup>2</sup>;
- Considérant que pour que les conditions puissent être strictement contrôlables au sens de l'art. 9.1 de la directive 79/409 il convient notamment :
  - de publier les numéros de série des bagues distribuées par espèce;
  - d'obliger les approvisionneurs à être domiciliés en Belgique;
  - de stipuler que les bagues détenues devront être inscrites sur la liste de baguage avant la capture;
  - d'interdire la capture de nuit;
  - d'obliger la désignation du terrain de capture à l'administration en temps utile, c'est-à-dire huit jours au moins avant l'ouverture du réapprovisionnement, afin d'organiser les modalités du contrôle par l'administration;
  - de prévoir le baguage et l'enregistrement sur la liste de baguage immédiats des oiseaux capturés;
  - de n'autoriser que l'usage des appelants correspondant aux oiseaux capturables dans chaque cas concret;
  - d'interdire la capture dans des lieux proches d'ateliers, bâtiments et cours adjacentes où le recel d'oiseaux ne peut être contrôlé que de façon aléatoire;
  - d'interdire tout échange des oiseaux capturés;
- Vu l'urgence justifiée par la proximité de la date d'ouverture du réapprovisionnement,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1er.** Le réapprovisionnement organisé par le présent arrêté vise à permettre la capture et le transport d'oiseaux en nombre strictement limité à celui nécessaire à compenser la diminution par mortalité des oiseaux capturés, détenus chez les pinsonniers et amateurs d'oiseaux indigènes en vue de l'élevage.

Le présent arrêté organise le contrôle découlant de ce réapprovisionnement.

Art. 2. Au sens du présent arrêté on entend par :

1° Cage à trébuchet non automatique : espace clos d'un volume de capture de 50 dm<sup>3</sup> maximum ayant la forme d'un parallélépipède rectangle dont les parois peuvent être faites de treillis métalliques, de grillages, de tissages composés de fibres synthétiques ou naturelles, etc. Ces parois doivent former des panneaux plats limités chacun par quatre arêtes. Seule une des parois peut être mobile. Le trébuchet ne peut se réarmer sans l'intervention du réapprovisionneur après chaque oiseau capturé. Le basculement du perchoir peut être bloqué par une sécurité afin que le poids de l'oiseau n'enclenche pas la fermeture de la cage. Le réapprovisionneur peut retirer cette sécurité à distance à l'aide d'un tirant.

2° Terrain de capture : lieu délimité par le réapprovisionneur au moyen d'un schéma ou d'une carte topographique envoyé avec les indications reprises au formulaire défini à l'annexe I, rubrique III du présent arrêté, et sous sa signature, huit jours au moins avant l'utilisation du terrain de capture à l'ingénieur chef de cantonnement du ressort dans lequel se situe la majeure partie du lieu délimité sur le schéma ou le plan.

#### CHAPITRE II. — Capture ainsi que transport des oiseaux capturés et des cages et appelants

Art. 3. Le bénéfice des dérogations aux articles 3, 5 et 8 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux, concernant la capture et le transport d'oiseaux capturés, d'appelants et d'engins de capture et qui sont apportées en faveur du réapprovisionnement, est subordonné au strict respect des dispositions du présent chapitre.

Art. 4. Seules les espèces et sous-espèces reprises ci-après peuvent être capturées. En regard de celles-ci sont renseignées pour chacune d'elles les quantités maximales de bagues de capture qui seront distribuées, leur couleur, leur diamètre et leurs numéros de série :

Nom français	Nom latin	Nombre de bagues	Couleur	Diamètre en mm	N° de série
Bec croisé des sapins	<i>Loxia c. curvirostra</i>	690	métallisée	3,4	0001/93 à 0690/93
Bouvreuil pivoine	<i>Pyrrhula p. europaea</i>	2 200	bleue	2,9	0001/93 à 2200/93
Chardonneret élégant	<i>Carduelis c. carduelis</i>	5 200	noire	2,9	0001/93 à 5200/93
Gros-bec casse-noyaux	<i>Coccothraustes c. coccothraustes</i>	700	rouge	3,4	0001/93 à 0700/93
Linotte à bec jaune	<i>Acanthis fl. flavirostris</i>	500	jaune	2,9	0001/93 à 0500/93
Linotte mélodieuse	<i>Acanthis c. cannabina</i>	4 000	métallisée	2,9	0001/93 à 4000/93
Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>	8 450	métallisée	2,9	4001/93 à 12450/93
Pinson du Nord	<i>Fringilla montifringilla</i>	1 400	verte	2,9	0001/93 à 1400/93
Tarin des aulnes	<i>Carduelis spinus</i>	7 150	rouge	2,9	0001/93 à 7150/93
Verdier d'Europe	<i>Chloris chloris</i>	800	jaune	3,4	0001/93 à 0800/93

Art. 5. Les licences de capture sont délivrées par les groupements agréés aux personnes dont l'administration a contrôlé qu'elles satisfont aux conditions suivantes :

1° avoir atteint 18 ans accomplis au 10 octobre 1993;

2° avant le 1er mai 1993 :

a) être domiciliées en Belgique;

b) n'avoir pas été condamnées depuis moins de cinq ans pour infraction à l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux; à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 juillet 1982 réglant, pour la Région wallonne, la détention et l'échange d'oiseaux et permettant un approvisionnement temporaire d'oiseaux, par application des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la

protection des oiseaux; à la loi sur la chasse; à la loi sur la pêche fluviale; à la loi sur la conservation de la nature; à la loi sur la protection et le bien-être des animaux; au Code forestier ou aux arrêtés pris dans une autre Région en matière de protection des oiseaux;

c) être titulaires d'un cahier d'inventaire en ordre de validité, conforme au titre 1er de l'arrêté du 28 juillet 1982 précité; et qui, en plus, figurent sur une liste leur adressée par la Division de la Nature et des Forêts le 10 septembre 1993 au plus tard, laquelle aura contrôlé le respect de ces conditions.

**Art. 6. § 1er.** La Division de la Nature et des Forêts distribuera aux groupements agréés sur base de l'arrêté ministériel du 11 juin 1992, les bagues décrites à l'article 4, par espèce, et en tenant compte des listes de baguage enregistrées pour la saison de réapprovisionnement 1992 sur base de l'article 8, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 juillet 1982.

§ 2. Les bagues sont distribuées aux mêmes conditions que celles visées à l'article 5.

§ 3. Le nombre de bagues ouvertes dont peut disposer chaque réapprovisionneur, qu'elles aient été distribuées ou échangées, est limité à un maximum de 12.

§ 4. Lorsqu'une personne capture un oiseau visé à l'article 4 ou tente de le capturer, elle doit avoir sur elle une ou plusieurs bagues correspondantes, décrites aux dispositions qui précèdent ainsi que la liste de baguage visée à l'annexe IV de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982 dont les colonnes "numéro de la bague" et "espèce" auront été préalablement remplies. Les bagues inscrites sur la liste de baguage doivent correspondre à celles détenues et à celles inscrites à la rubrique II de l'annexe I du présent arrêté.

Nul ne peut être détenteur de bagues qui ne lui ont pas été personnellement distribuées sauf si ces bagues sont le fruit d'un échange qui a lieu le 30 septembre 1993 au plus tard.

Nul ne peut être détenteur d'une ou plusieurs bagues ouvertes qui ont été distribuées les années précédentes.

**Art. 7. § 1er.** Les personnes qui participent directement au réapprovisionnement, par leur présence sur le terrain de capture ou par le transport d'oiseaux, d'appelants ou d'engins, doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° être domiciliées en Belgique;

2° avoir atteint l'âge de 18 ans accomplis;

3° n'avoir pas été condamnées depuis moins de cinq ans pour infraction à l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux; à la loi sur la chasse; à la loi sur la pêche fluviale; à la loi sur la conservation de la nature; à la loi sur la protection et le bien-être des animaux; au Code forestier; à l'arrêté de l'Exécutif de 28 juillet 1982 précité ou aux arrêtés pris dans une autre Région en matière de protection des oiseaux;

4° être titulaires et porteuses d'une licence de capture conforme à l'annexe V de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982;

5° être porteuses de leur liste de baguage au sens de l'art. 8 de l'arrêté du 28 juillet 1982;

6° être titulaires et porteuses d'un cahier d'inventaire conforme au chapitre 1er de l'arrêté du 28 juillet 1982 précité;

7° être porteuses des volets verts et rouges n° 2 des oiseaux utilisés comme appelant, conformément au chapitre 1er de l'arrêté du 28 juillet 1982 précité;

8° avoir envoyé en double exemplaire huit jours au moins avant l'utilisation du terrain de capture à l'ingénieur chef de cantonnement sur le ressort duquel la majeure partie du terrain de capture proposé se situe, le formulaire repris à l'annexe I du présent arrêté dûment rempli et signé; il y a lieu d'envoyer autant de formulaires qu'il y a de terrains de capture mais les rubriques I et II doivent rester identiques.

§ 2. Les documents et pièces visés au § 1er devront être exhibés aux agents et fonctionnaires chargés du contrôle.

§ 3. Du seul fait de solliciter et d'obtenir une licence, le réapprovisionneur s'engage à autoriser les agents et fonctionnaires à contrôler le véhicule qu'il utilise ainsi que les volières, même à son domicile personnel. Si ce contrôle est refusé, il est fait application des mêmes dispositions qu'en cas de détention d'oiseaux non autorisés.

**Art. 8.** La capture ou la tentative de capture est autorisée du 10 octobre 1993 au 11 novembre inclus de la même année, du lever au coucher du soleil.

**Art. 9.** Le placement d'un engin de capture est interdit :

- 1° dans et à moins de 50 mètres des bois et forêts en ce compris les mises à blanc;
- 2° dans et à moins de 100 mètres des zones naturelles et des zones naturelles d'intérêt scientifique, au sens de l'article 178 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;
- 3° dans et à moins de 100 mètres des réserves naturelles agréées ou créées sur base de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- 4° dans le périmètre d'un parc naturel ayant fait l'objet d'un arrêté de création ou d'approbation pris sur base de l'article 5 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, à la condition que cet arrêté soit en vigueur;
- 5° en dehors du terrain de capture au sens de l'article 2, 2°;
- 6° sur un terrain de capture dont le sol est en tout ou partie recouvert de neige;
- 7° dans les communes jouxtant la frontière d'un Etat étranger;
- 8° dans et à moins de 100 mètres des ateliers, bâtiments et cours adjacentes excepté des maisons d'habitation.

**Art. 10.** La superficie de l'espace de capture ne peut excéder un hectare. Les engins de capture armés, les appelants et le poste d'observation du réapprovisionneur doivent obligatoirement être situés à l'intérieur de cette superficie.

**Art. 11.** L'approvisionnement ne peut être opéré qu'au moyen de cages à trébuchet non automatiques au sens de l'article 2, 1°.

Chaque cage à trébuchet doit présenter un volume de capture effectif d'un maximum de 50 dm<sup>3</sup>. Ce volume ne comprend pas celui nécessaire à l'appelant qui peut se trouver dans un compartiment accolé à la cage à trébuchet.

Aucune des arêtes de la cage à trébuchet ne sera inférieure à vingt centimètres, sauf en ce qui concerne la cage à trébuchet pour la capture du pinson des arbres dont les arêtes ne pourront toutefois être inférieures à cinq centimètres. Dans ce cas les dimensions de la cage ne peuvent excéder en longueur 60 cm et en largeur 40 cm.

La présence de cage à trébuchet pour pinsons sur le territoire de capture est exclusive :

- de la présence de cage à trébuchet ordinaire;
- d'appelants d'autres espèces que le pinson des arbres ainsi que de bagues relatives à d'autres espèces.

Les cages ne peuvent être enterrées en tout ou partie.

Le nombre de cages à trébuchet est limité à quatre unités par approvisionneur excepté en province de Luxembourg où il est limité à deux unités.

Le nombre d'appelants présents, par terrain de capture, est limité à vingt.

Ce nombre peut être doublé s'il est fait exclusivement usage d'appelants appartenant à une espèce capturable provenant de l'élevage et donc porteurs d'une bague fermée et dûment enregistrés conformément au chapitre 1er de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982.

Tout oiseau capturé appartenant à une espèce dont la capture n'est pas autorisée doit être remis en liberté sur place et immédiatement.

Les cages à trébuchet en position de fonctionnement doivent rester sous surveillance constante et directe de l'approvisionneur afin de réduire au maximum la durée d'engagement de l'oiseau fraîchement capturé.

**Art. 12.** Les appelants doivent être encagés et leurs cages doivent se situer sur le terrain de capture.

L'utilisation de mues ou de corselets est prohibée.

Les appelants présents sur le terrain de capture ne peuvent appartenir qu'aux espèces capturables pour lesquelles l'approvisionneur est porteur des bagues correspondantes non encore placées à la patte d'un oiseau ainsi qu'à leurs hybrides spécifiques.

L'usage d'appelants aveuglés ou mutilés est interdit.

Il est interdit de détenir sur le terrain de capture des appareils pouvant produire des chants ou cris d'oiseaux capturables. Il est également interdit de s'en servir sur ou à proximité vocale du terrain de capture.

**Art. 13.** Par dérogation à l'art. 8, § 1er de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 tel que modifié par l'art. 1er de l'arrêté royal du 2 février 1977, le transport des cages à trébuchet et des appelants est permis du 9 octobre au 12 novembre 1993 inclus.

Les oiseaux capturés et les appelants ne peuvent être transportés qu'en cage. Lors du transport, ils doivent disposer dans ces cages d'une surface libre d'au moins 2 dm<sup>2</sup> par oiseau.

Les oiseaux capturés ne peuvent être transportés que du 10 octobre au 11 novembre 1993 inclus.

**Art. 14. § 1er.** La capture est réputée s'opérer au moment où l'oiseau, pris par la cage à trébuchet, sort de cette dernière, du fait de l'approvisionnement ou avec son consentement, pour rester en son contrôle dans une cage ou en un autre lieu, ou lorsque l'oiseau reste plus d'une demi-heure dans la cage à trébuchet qui l'a pris. Tout oiseau capturé sera soit remis immédiatement en liberté soit immédiatement bagué avec la bague correspondante telle que visée à l'article 4 auquel cas la bague doit être parfaitement refermée, puis enregistré et inscrit au cahier d'inventaire.

Cet enregistrement immédiat se fait sur la liste de baguage conforme au modèle faisant l'objet de l'annexe IV de l'arrêté de l'Exécutif du 28 juillet 1982. Cette liste de baguage est remplie sans interligne ou surcharge et de façon indélébile.

Les oiseaux capturés, bagués et enregistrés seront ensuite également inscrits immédiatement sur le terrain et de façon indélébile au cahier d'inventaire visé à l'article 2 de l'arrêté du 28 juillet 1982.

Par dérogation aux alinéas précédents, afin de pouvoir sélectionner les spécimens à conserver, le réapprovisionneur peut détenir sur le terrain un chardonneret et un bouvreuil non bagués mais doit effectuer les opérations spécifiées au présent paragraphe avant de quitter le terrain et au plus tard une demi-heure après le coucher du soleil.

**§ 2.** Les bagues non utilisées pour le marquage d'oiseaux capturés sont renvoyées par le réapprovisionneur avant le 1er décembre 1993 au groupement agréé délivreur.

Ces bagues ainsi que les listes de baguage accompagnant un tableau synoptique établi par province, mentionnant le nombre d'oiseaux de chaque espèce capturés par les approvisionneurs du groupement agréé, seront renvoyées avant le 31 décembre 1993, à l'administration concernée, avenue Prince de Liège 15, à 5100 Namur.

L'administration peut opérer au siège des groupements agréés tout contrôle nécessaire durant les mois de décembre 1993 et de janvier 1994.

En cas de mort ou de remise en liberté d'un oiseau capturé, la bague employée est enlevée de la patte de l'oiseau et collée dans la dernière colonne de la liste de baguage, face aux indications relatives à sa capture, avec la mention de la date de cette opération.

**Art. 15.** Sauf dispositions contraires prévues ci-avant, le chapitre II de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 juillet 1982 précité n'est pas applicable au présent réapprovisionnement.

### CHAPITRE III. — *La détention et l'échange d'oiseaux capturés*

**Art. 16.** La détention des oiseaux vivants, fruits du présent réapprovisionnement, est permise aux conditions visées au chapitre Ier de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 juillet 1982.

L'échange des oiseaux vivants capturés lors du présent réapprovisionnement est interdit.

### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 17.** Les infractions au présent arrêté sont punies conformément à l'article 11 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux.

Quiconque use de procédés frauduleux pour induire en erreur les personnes chargées du contrôle est punissable conformément à l'article 11 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 relatif à la protection des oiseaux.

Quiconque refusera aux agents chargés du contrôle l'accès au terrain de capture ou fera usage pour la capture d'une nasse, d'une clapette, d'une cage de capture pourvue d'un filet rabattant d'une surface supérieure à 0,25 m<sup>2</sup>, de filet, de lacet ou de gluaux ou de ceps sera déchu, à vie, du droit d'obtenir un cahier d'inventaire, une licence et des bagues de capture, sans préjudice d'éventuelles suites pénales.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 septembre 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## Annexe

## DECLARATION DE CAPTURE

*N.B.* : Ce document, dont les 4 rubriques doivent être dûment remplies au verso et au recto, doit être envoyé à partir du 15 septembre et au plus tard le 1er octobre 1993 ou huit jours au moins avant l'utilisation du terrain de capture, à Monsieur l'Ingénieur des Eaux et Forêts-Chef de cantonnement correspondant à cet endroit, à raison d'une déclaration par endroit de capture.

## RUBRIQUE I : Déclaration sur l'honneur

Je soussigné (1).....  
.....  
.....

déclare sur l'honneur remplir présentement toutes les conditions prescrites par l'arrêté du Gouvernement wallon autorisant un réapprovisionnement des éleveurs en oiseaux indigènes en 1993.

Date et signature

(1) Nom, prénom et adresse complète.

## RUBRIQUE II : Liste des bagues

Espèce	Couleur	Diamètre en mm	Numéro
Bec croisé	métallisée	3,4	
Bouvreuil	bleue	2,9	
Chardonneret	noire	2,9	
Gros-bec	rouge	3,4	
Linotte B.J.	jaune	2,9	
Linotte mél. + pinson ar.	métallisée	2,9	
Pinson Nord	verte	2,9	
Tarin	rouge	2,9	
Verdier	jaune	3,4	

## RUBRIQUE III : Localisation du terrain de capture

Commune de : ..... Localité : .....  
Lieu-dit : .....

## SCHEMA (\*)

(\*) *N.B.* : Ce schéma peut être remplacé par une carte topographique sur laquelle le terrain de capture sera entouré d'un trait rouge.

## RUBRIQUE IV : Autorisation du propriétaire du terrain

*N.B.* : à remplir par le propriétaire ou l'ayant droit

Je soussigné (2) .....  
.....  
.....

déclare autoriser la personne reprise au recto à pratiquer la capture d'oiseaux sur ma propriété sise à ..... et dont schéma ci-dessus.

Date et signature

(2) Nom, prénom et adresse complète

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 autorisant du 10 octobre au 11 novembre 1993 un réapprovisionnement des pinsonniers et amateurs d'oiseaux indigènes en vue de l'élevage.

Namur, le 16 septembre 1993.

Le Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 2279

[Mac — 27411].

**16. SEPTEMBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Genehmigung einer Wiederbevorratung der Halter von Finken und einheimischen Vögeln  
vom 10. Oktober bis zum 11. November 1993**

Aufgrund der EWG-Richtlinie 79/409 vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten;  
Aufgrund des Beschlusses des Benelux-Ministerausschusses M(72)18;

Aufgrund des Übereinkommens zur Erhaltung der freilebenden Tiere, der wildwachsenden Pflanzen und des natürlichen Lebensraums Europas sowie seiner Anlagen I, II, III, IV, getätigt zu Bern am 19. September 1979;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. April 1989 zur Genehmigung dieses Übereinkommens;

Aufgrund von Artikel 31 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Dezember 1989, das der Wallonischen Regionalexekutive erlaubt, alle Maßnahmen zu treffen, die die Anwendung oder die Durchführung der internationalen Verträge und Übereinkommen in den Bereichen Jagd, Fischerei, Vogelschutz und Naturerhaltung erfordert;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz;

Aufgrund der Beratung der Exekutiven vom 1. März 1993;

Aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 11. Juni 1992 zur Zulassung der Gruppierungen;

In der Erwägung, daß laut EWG-Richtlinie 79/409 vom 20. April 1979 für kleine Mengen vom Vogelschutz nur abgewichen werden kann, sofern es keine andere zufriedenstellende Lösung gibt;

In der Erwägung, daß die Lösung der Zucht in Gefangenschaft den Gegenstand von Studien bildet die die Region in Auftrag gegeben hat;

In der Erwägung, daß in Erwartung des Ergebnisses dieser Studien vorsorglich gestattet werden soll, Vögel aus der Natur zu entnehmen;

In der Erwägung, daß die nichtautomatische Vogelwippbrettfalle aufgrund des Beschlusses des Benelux-Ministerausschusses M(72)18 eindeutig als zugelassenes Fanggerät betrachtet werden kann;

In der Erwägung, daß dieses Fangverfahren im engeren Sinne und etymologisch nicht mehr unter den Begriff "tenderie" (Vogelfang) fallen kann, welcher die Spannung einer Dohne oder eines Schlagnetzes von mehr als 0,25 qm voraussetzt;

In der Erwägung, daß folgende Maßnahmen getroffen werden müssen, damit die Bedingungen im Sinne von Artikel 9.1. der Richtlinie 79/409 streng überwacht werden können :

- die Seriennummern der je Vogelart verteilten Ringe zu veröffentlichen;
  - die Bevorrater zu verpflichten, ihren Wohnsitz in Belgien zu haben;
  - zu bestimmen, daß die besessenen Ringe vor dem Fang auf die Ringliste eingetragen werden müssen;
  - den Nachtfang zu verbieten;
  - zu bestimmen, daß der Verwaltung das Fanggelände zu melden ist d.h. mindestens acht Tage vor der Öffnung der Wiederbevorratung, um die Modalitäten der Überwachung von der Verwaltung zu organisieren,
  - vorzusehen, daß die Beringung, die Registrierung und die Eintragung der gefangenen Vögel sofort erfolgt;
  - nur die Benutzung der Lockvögel zu erlauben, die mit den Vögeln übereinstimmen, welche jeweils gefangen werden können;
  - den Fang in der Nähe von Werkstätten, Gebäuden und Nebenhöfen zu verbieten, wo die Verbergung von Vögeln nur aleatorisch kontrolliert werden kann;
  - jeglichen Austausch der gefangenen Vögel zu verbieten;
- Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch das nahe Datum der Öffnung der Wiederbevorratung;

Beschließt die Wallonische Regierung :

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

**Artikel 1.** Mit der durch vorliegenden Erlaß geregelten Wiederbevorratung soll der Fang und der Transport von Vögeln erlaubt werden und strikt auf die Zahl begrenzt werden, die nötig ist, um die durch die Sterblichkeit der von den Vogelzüchtern zur Zucht gefangengehaltenen Vögel bedingte Verringerung auszugleichen.

Vorliegender Erlaß regelt die Überwachung, die mit dieser Wiederbevorratung einhergeht.

Art. 2. Im Sinne dieses Erlasses bedeutet :

1° nichtautomatische Vogelwippbrett Falle : Käfig mit einem Rauminhalt von höchstens 50 dm<sup>3</sup>, der die Form eines Quaders hat, dessen Wände aus Maschendraht, Gittergeflecht, Geweben mit Kunst- oder Naturfasern usw. hergestellt sind. Diese Wände müssen flache Platten bilden, die jeweils durch vier Kanten abgegrenzt sind. Nur eine Wand darf beweglich sein. Die Vogelwippbrett Falle darf nach jedem gefangenen Vogel nicht ohne Eingreifen des Bevorraters funktionsbereit sein. Das Umkippen der Sitzstange kann durch eine Sicherheitsvorrichtung verriegelt werden, damit das Gewicht des Vogels die Schließung des Käfigs nicht verursachen kann. Der Bevorrater darf diese Sicherheitsvorrichtung aus der Ferne mit Hilfe einer Zugstange ausnehmen;

2° Fanggelände : das Gelände, das vom Bevorrater mit Hilfe einer schematischen Darstellung oder einer topographischen Karte begrenzt wird und die mit den Angaben, die im in der Anlage I Rubrik III des vorliegenden Erlasses bestimmten Formular erwähnt sind, mit seiner Unterschrift versehen mindestens acht Tage vor der Benutzung des Fanggeländes an den Chefsingenieur des Forstamtes des Gebiets, auf dem der größte Teil des auf der schematischen Darstellung oder auf dem Plan begrenzten Geländes gelegen ist, geschickt wird.

#### KAPITEL II — Fang und Transport der gefangenen Vögel und Käfige und Lockvögel

Art. 3. Die Abweichungen von den Artikeln 3 5 und 8 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz in bezug auf den Fang und den Transport von gefangenen Vögeln, von Lockvögeln und von Fanggeräten zugunsten der Wiederbevorrattung der Züchter unterliegen der strikten Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels.

Art. 4. Nur nachstehende Arten und Unterarten dürfen gefangen werden. Daneben werden jeweils die maximale Menge der zu verteilenden Fangringe, ihre Farbe, ihr Durchmesser und ihre Seriennummer angegeben.

deutsche Bezeichnung	lateinische Bezeichnung	Anzahl Ringe	Farbe	Durchmesser in mm	Seriennummer
Fichtenkreuzschnabel	Loxia c. curvirostra	690	metalli c	3,4	0001/93 bis 0690/93
Gimpel	Pyrrhula p. europaea	2 200	blau	2,9	0001/93 bis 2200/93
Stieglitz	Carduelis c. carduelis	5 200	schwarz	2,9	0001/93 bis 5200/93
Kernbeißer	Coccothraustes c. coccothraustes	700	rot	3,4	0001/93 bis 0700/93
Berghänfling	Acanthis fl. flavirostris	500	gelb	2,9	0001/93 bis 0500/93
Hänfling	Acanthis c. cannabina	4 000	metalli c	2,9	0001/93 bis 4000/93
Buchfink	Fringilla coelebs	8 450	metalli c	2,9	4001/93 bis 12450/93
Bergfink	Fringilla montifringilla	1 400	grün	2,9	0001/93 bis 1400/93
Zeisig	Carduelis spinus	7 150	rot	2,9	0001/93 bis 7150/93
Grünling	Chloris chloris	800	gelb	3,4	0001/93 bis 0800/93

Art. 5. Jede zugelassene Gruppierung verteilt die erhaltenen Ringe an die Personen, die nach Kontrolle der Verwaltung die folgenden Bedingungen erfüllen :

1° das 18. Lebensjahr vollendet haben;

2° vor dem 1. Mai 1993 :

a) ihren Wohnsitz in Belgien haben;

b) nicht seit weniger als fünf Jahren verurteilt worden sein wegen eines Verstoßes gegen den Königlichen Erlaß vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Juli 1982 zur Regelung — für die Wallonische Region — des Vogelhaltens und -austauschs und zur Genehmigung einer zeitweiligen Bevorrattung an Vögeln, in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz; gegen das Jagdgesetz, das Gesetz betreffend die Flußfischerei, das Gesetz über die Erhaltung der Natur, das Gesetz über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, das Forstgesetzbuch oder die Erlasse, die in einer anderen Region in puncto Vogelschutz beschlossen worden sind;

c) inhaber eines gültigen Inventarheftes sein, das Titel I des vorerwähnten Erlasses vom 28. Juli 1982 entspricht.



Diese Bedingungen müssen auf einer Liste stehen, die ihnen von der Abteilung Natur und Forstwesen spätestens am 10. September 1993 zugeschickt wird. Diese Abteilung wird die Beachtung dieser Bedingungen überprüfen.

**Art. 6. § 1.** Die Abteilung Natur und Forstwesen verteilt die in Artikel 4 beschriebenen Ringe unter die aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 11. Juni 1992 zugelassenen Gruppierungen aufgrund von Artikel 8 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Juli 1982 je Vogelart und unter Berücksichtigung der für die Bevorratungsperiode 1992 registrierten Ringlisten.

§ 2. Die Ringe werden unter denselben Bedingungen als den in Artikel 5 erwähnten Bedingungen verteilt.

§ 3. Jeder Bevorrater darf über höchstens 12 offene Ringe verfügen, ungeachtet der Tatsache, ob sie verteilt oder ausgetauscht worden sind.

§ 4. Wenn eine Person einen in Artikel 4 erwähnten Vogel fängt bzw. versucht, ihn zu fangen, muß sie einen oder mehrere entsprechende in den vorangehenden Bestimmungen beschriebene Ringe sowie die in Anlage IV zum Erlaß der Exekutive vom 28. Juli 1982 erwähnte Ringliste, deren Spalten "Nummer des Rings" und "Vogelart" vorher ausgefüllt worden sind, bei sich haben. Die auf der Ringliste eingetragenen Ringe müssen mit denjenigen, die die betreffende Person besitzt, und mit denjenigen, die auf der Rubrik II des Anlage I des vorliegenden Erlasses stehen, übereinstimmen.

Niemand darf Ringe besitzen, die ihm nicht persönlich zugeteilt worden sind, es sei denn, diese Ringe stammen aus einem Tausch, der spätestens am 30. September 1993 stattgefunden hat.

Niemand darf einen oder mehrere offene Ringe besitzen, die in den vorangehenden Jahren verteilt worden sind.

**Art. 7. § 1.** Die Personen, die durch ihre Anwesenheit auf dem Fanggelände oder durch den Transport von Vögeln, Lockvögeln oder Geräten direkt an der Wiederbevorratung beteiligt sind, müssen folgende Bedingungen erfüllen :

1° ihren Wohnsitz in Belgien haben;

2° das 18. Lebensjahr vollendet haben;

3° nicht seit weniger als fünf Jahren verurteilt worden sein wegen eines Verstoßes gegen den Königlichen Erlaß vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz, gegen das Jagdgesetz, das Gesetz betreffend die Flußfischerei, das Gesetz über die Erhaltung der Natur, das Gesetz über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, gegen das Forstgesetzbuch, den obenerwähnten Erlaß der Exekutive vom 28. Juli 1982 oder die Erlasse, die in einer anderen Region in puncto Vogelschutz beschlossen worden sind;

4° eine Fanglizenz besitzen und bei sich haben, die Anlage V zum vorerwähnten Erlaß der Exekutive vom 28. Juli 1982 entspricht;

5° ihre Ringliste im Sinne von Artikel 8 des Erlasses vom 28. Juli 1982 bei sich haben;

6° ein Inventarheft besitzen und bei sich haben, das Kapitel I des vorerwähnten Erlasses vom 28. Juli 1982 entspricht;

7° die grünen und roten Blätter Nr. 2 der als Lockvögel benutzten Vögel gemäß des Kapitels I des vorerwähnten Erlasses vom 28. Juli 1982 bei sich haben;

8° das in der Anlage I des vorerwähnten Erlasses ordnungsmäßig gefüllte und unterschriebene Formular in zweifacher Ausfertigung wenigstens acht Tage vor der Benutzung des Fanggeländes an den Chefsingenieur des Forstamtes des Gebiets, auf dem der größte Teil des Fanggeländes steht. Es gibt Anlaß, so viele Formulare, als es die Fanggelände gibt zu schicken, aber die Rubriken I und II müssen identisch bleiben.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Dokumente und Schriftstücke müssen den mit der Überwachung beauftragten Bediensteten und Beamten vorgezeigt werden.

§ 3. Allein durch den Erwerb einer Lizenz verpflichtet sich der Fänger, den Bediensteten und Beamten zu erlauben, ihr Fahrzeug sowie die Volieren selbst in ihrem persönlichen Wohnsitz zu kontrollieren. Wenn diese Kontrolle abgelehnt wird, kommen die Bestimmungen zur Anwendung, die bei einem unerlaubten Vogelbesitz gelten.

**Art. 8.** Der Fang bzw. der Versuch eines Fanges ist vom 10. Oktober 1993 bis einschließlich 11. November desselben Jahres von Sonnenaufgang bis Sonnenuntergang erlaubt.

**Art. 9.** Es darf kein Fanggerät aufgestellt werden :

1° in und auf weniger als 50 Meter von den Wäldern und Forsten, einschließlich der Kahlschläge;

2° in und auf weniger als 100 Meter von den Naturgebieten und den Naturgebieten mit wissenschaftlichem Interesse im Sinne von Artikel 178 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

3° in und auf weniger als 100 Meter von den Naturschutzgebieten, die aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anerkannt oder errichtet worden sind;

4° im Umkreis eines Naturschutzgebietes, das aufgrund von Artikel 5 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks den Gegenstand eines Erlasses zu seiner Errichtung oder Genehmigung gebildet hat, sofern dieser Erlaß in Kraft ist;

5° außerhalb des Fanggeländes im Sinne von Artikel 2, 2°;

6° auf einem Fanggelände, dessen Boden ganz oder teilweise von Schnee bedeckt ist;

7° in den Gemeinden, die an der Grenze eines fremden Staates liegen;

8° in und auf weniger als 100 Meter von den Werkstätten, Gebäuden und Nebenhöfen, außer in Wohnhäusern.

**Art. 10.** Die Fläche des Fanggeländes darf einen Hektar nicht überschreiten. Die gespannten Fanggeräte, die Lockvögel und die Beobachtungsposten des Bevorraters sollen unbedingt innerhalb dieser Fläche gelegen sein.

**Art. 11.** Die Bevorrattung darf nur im Sinne von Artikel 2 1° mit Hilfe von nichtautomatischen Vogelwippbrettfallen erfolgen.

Jede Vogelwippbrettfalle muß ein effektives Fangvolumen von höchstens 50 dm<sup>3</sup> aufweisen. Dieses Volumen umfaßt nicht dasjenige, das für den Lockvogel benötigt wird, der sich eventuell in einem mit der Vogelwippbrettfalle verbundenen Raum befindet.

Keine Kante der Vogelwippbrettfalls darf zwanzig Zentimeter unterschreiten, außer wenn es sich um die Vogelwippbrettfalle für den Fang von Buchfinken handelt, deren Kanten jedoch fünf Zentimeter nicht unterschreiten dürfen. In diesem Fall wird die Größe des Käfigs eine Länge von 60 cm und eine Weite von 40 cm nicht überschreiten. Die Anwesenheit einer Vogelwippbrettfalle für Buchfinke auf dem Fanggebiet schließt die Anwesenheit :

- von einer gemeinen Vogelwippbrettfalle;
- von Lockvögeln;
- von anderen Arten als dem Buchfinke sowie von Ringen betreffend andere Arten aus.

Die Fallen dürfen weder ganz noch teilweise in die Erde verlegt werden.

Die Anzahl Vogelwippbrettfallen ist auf vier Stück je Bevorrater beschränkt, außer in der Provinz Luxemburg, wo sie auf zwei Stück beschränkt ist.

Es dürfen nicht mehr als 20 Lockvögel auf einem Fanggelände anwesend sein.

Diese Anzahl kann verdoppelt werden, wenn ausschließlich Lockvögel benutzt werden, die zu einer aus der Zucht stammenden, fangbaren Art gehören und also einen geschlossenen Ring tragen und gebührend gemäß Kapitel I des Erlasses der Exekutive vom 28. Juli 1982 registriert sind.

Jeder gefangene Vogel, der zu einer Art gehört, die nicht gefangen werden darf, muß an Ort und Stelle sofort wieder freigelassen werden.

Die Vogelwippbrettfallen, die funktionsbereit sind, müssen ständig und direkt vom Bevorrater überwacht werden, damit ein gefangener Vogel so wenig wie möglich im Käfig eingesperrt bleibt.

**Art. 12.** Die Lockvögel müssen im Käfig eingesperrt sein, und ihre Käfige müssen sich auf dem Fanggelände befinden.

Es ist verboten, Federbälge oder Jäckchen zu benutzen.

Die auf dem Fanggelände anwesenden Lockvögel dürfen nur zu den fangbaren Arten gehören, für die der Bevorrater die entsprechenden noch keinen Vogelfuß umschließenden Ringe bei sich hat, sowie zu ihren spezifischen Hybriden.

Die Benutzung von geblendeten oder verstümmelten Lockvögeln ist verboten.

Es ist verboten, auf dem Fanggelände Geräte zu halten, die den Gesang oder den Schrei von Vögeln nachahmen, die gefangen werden dürfen. Es ist auch verboten, sie auf dem Fanggelände bzw. in Hörweite des Fanggeländes zu benutzen.

**Art. 13.** In Abweichung von Artikel 8 § 1 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972, so wie er durch Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 2. Februar 1977 abgeändert worden ist, ist der Transport der Vogelwippbrettfallen und der Lockvögel vom 9. Oktober bis einschließlich 12. November 1993 erlaubt.

Die gefangenen Vögel und die Lockvögel dürfen nur in Käfigen transportiert werden. Beim Transport müssen sie in diesen Käfigen über eine freie Fläche von mindestens 2 dm<sup>2</sup> pro Vogel verfügen.

Die gefangenen Vögel dürfen nur vom 10. Oktober bis einschließlich 11. November 1993 transportiert werden.

**Art. 14. § 1.** Man geht davon aus, daß der Fang zu dem Zeitpunkt erfolgt, wo der durch die Vogelwippbrettfalle gefangene Vogel vom Bevorrater bzw. mit dessen Zustimmung aus dieser Falle genommen wird, um in einem anderen Käfig bzw. an einem anderen Ort unter seiner Kontrolle zu bleiben, oder wenn der Vogel länger als eine halbe Stunde in der Vogelwippbrettfalle bleibt, in der er gefangen ist. Jeder gefangene Vogel muß entweder unverzüglich freigelassen werden oder unverzüglich auf dem Fanggelände mit dem entsprechenden Ring gemäß Artikel 4 beringt werden — in diesem Fall soll der Ring gut zugemacht werden — und anschließend ins Inventarheft registriert und eingetragen werden.

Diese unmittelbare Registrierung erfolgt auf einer Ringliste, die dem Muster in Anlage IV zum Erlaß der Exekutive vom 28. Juli 1982 entspricht. Diese Ringliste wird ohne Zwischenraum ausgefüllt; es darf nicht übereinander geschrieben werden, und die Registrierungen müssen unauslöschlich sein.

Die gefangenen, beringten und registrierten Vögel werden anschließend ebenfalls sofort auf dem Fanggelände und auf unauslöschliche Weise in das in Artikel 2 des Erlasses vom 28. Juli 1982 erwähnte Inventarheft eingetragen.

In Abweichung von den vorstehenden Absätzen und um die zu erhaltenen Exemplare auswählen zu können darf der Bevorrater einen nicht beringten Stieglitz und einen nicht beringten Gimpel auf dem Gelände besitzen. Er muß aber die im vorliegenden Paragraph festgelegten Maßnahmen treffen, bevor er das Gelände verläßt und spätestens eine halbe Stunde vor dem Sonnenuntergang.

**§ 2.** Die Ringe, die nicht für die Markierung von gefangenen Vögeln benutzt worden sind, werden vor dem 1. Dezember 1993 vom Bevorrater an die zugelassene Gruppierung zurückgeschickt, die sie verteilt hat.

Diese Ringe sowie die Ringlisten werden mit einer je Provinz aufgestellten Übersichtstabelle, in der für jede Art die Anzahl der von den Bevorratern der zugelassenen Gruppierung gefangenen Vögel angegeben ist, vor dem 31. Dezember 1993 an der betroffenen Verwaltung, 15 Avenue Prince de Liège in 5100 Namur, geschickt.

Die Verwaltung kann während der Monate Dezember 1993 und Januar 1994 im Sitz der zugelassenen Gruppierungen jede erforderliche Kontrolle durchführen.

Wenn ein gefangener Vogel stirbt oder wieder freigelassen wird, wird der benutzte Ring vom Fuß des Vogels entfernt und in die letzte Kolonne der Ringliste neben den Angaben über seinen Fang geklebt, wobei das Datum dieses Vorgangs vermerkt wird.

**Art. 15.** Vorbehaltlich vorangehender anderslautender Bestimmungen findet Kapitel II des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Juli 1982 keine Anwendung auf die vorliegende Wiederbevorrattung.

### KAPITEL III. — Besitz und Austausch von gefangenen Vögeln

**Art. 16.** Der Besitz der lebenden Vögel aus der vorliegenden Wiederbevorrattung ist unter den in Kapitel I des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Juli 1982 aufgeführten Bedingungen erlaubt.

Es ist verboten, die bei dieser Wiederbevorrattung gefangenen lebenden Vögel zu tauschen.

### KAPITEL IV. — Schlußbestimmungen

**Art. 17.** Verstöße gegen den vorliegenden Erlaß werden gemäß Artikel 11 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz geahndet.

Wer betrügerische Mittel benutzt, um die mit der Kontrolle beauftragten Personen irrezuführen, kann gemäß Artikel 11 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1972 betreffend den Vogelschutz bestraft werden.

Wer den mit der Kontrolle beauftragten Bediensteten den Zugang zum Fanggelände verweigert oder einen trichterförmigen Netz, eine Klappe, einen Käfig mit einem herunterklappenden Netz mit einer höchsten Fläche von 0,25 qm, ein Netz, eine Dohne oder Leimruten oder Fessel verwendet, verliert unbeschadet eventueller strafrechtlicher Verfolgungen auf Lebenszeit das Recht, ein Inventarheft, eine Lizenz und Fangringe zu erhalten.

**Art. 18.** Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 16. September 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage

Vorderseite

FANGENERKLÄRUNG

Anm. : Dieses Dokument, dessen 4 Rubriken ordnungsmäßig auf der Vorder- und Rückseite ausgefüllt werden müssen, muß vor dem 1. Oktober 1993 dem Ingenieur der Forstverwaltung, der Chef des dem Fanggebiet des Betroffenen entsprechenden Forstamtes ist, zugeschickt werden.

RUBRIK I : Ehrenwörtliche Erklärung

Ich, Unterzeichneter, (1) .....

erkläre bei meiner Ehre, derzeit den gesamten in Artikel 6 § 1 des Erlasses der Regierung vom 16. September 1993 zur Genehmigung einer Wiederbevorratung der Halter von Finken und einheimischen Vögeln vom 10. Oktober bis zum 11. November 1993 erwähnten Bedingungen zu genügen.

Datum und Unterschrift

(1) Name, Vorname und vollständige Anschrift.

RUBRIK II : Ringliste

Art	Farbe	Durchmesser in mm	Nummer
Fichtenkreuzschnabel	metallic	3,4	
Gimpel	blau	2,9	
Stieglitz	schwarz	2,9	
Kernbeißer	rot	3,4	
Berghänfling	gelb	2,9	
Hänfling und Buchfink	metallic	2,9	
Bergfink	grün	2,9	
Zeisig	rot	2,9	
Grünling	gelb	3,4	

RUBRIK III : Lokalisierung des Fanggeländes

Gemeinde von : ..... Ortslage : .....  
Schematische Darstellung (\*)

(\*) Diese schematische Darstellung kann durch eine topographische Karte ersetzt werden, auf der das Fanggelände mit einer roten Umrandung eingefasst ist.

Rückseite

RUBRIK IV : Genehmigung vom Eigentümer des Geländes

Anm. : nur vom Eigentümer auszufüllen

Ich, Unterzeichneter, (2).....

erkläre, die auf der Vorderseite erwähnte Person zu genehmigen, den Fang von Vögeln auf meinem in ..... gelegenen Grundstz, dessen schematische Darstellung hier oben steht, vorzunehmen.

Datum und Unterschrift

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993, zur Genehmigung einer Wiederbevorratung der Halter von Finken und einheimischen Vögeln vom 10. Oktober bis zum 11. November 1993 beigefügt zu werden.

Namur, den 16. September 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,,

G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

(2) Name, Vorname und vollständige Anschrift.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 2279

**16 SEPTEMBER 1993.** — Besluit van de Waalse Regering waarbij een nieuwe bevoorrading van de vinkeniers en de liefhebbers van inheemse vogels voor het kweken wordt toegestaan van 10 oktober tot 11 november 1993

De Waalse Regering,

Gelet op de richtlijn 79/409/EEG van 20 april 1979 betreffende de bescherming van wilde vogels;

Gelet op de beslissing M (72) 18 van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie;

Gelet op het Verdrag betreffende de bescherming van het wildleven en van het natuurlijk milieu in Europa, alsook op zijn bijlagen I, II, III, IV, afgesloten te Bern op 19 september 1979;

Gelet op de wet van 20 april 1989 houdende goedkeuring van dit Verdrag;

Gelet op artikel 31 van de jachtwet van 28 februari 1882;

Gelet op het decreet van 14 december 1989 waarbij de Waalse Gewestexecutieve in staat wordt gesteld alle nodige maatregelen te treffen voor de toepassing of de uitvoering van de internationale verdragen en overeenkomsten inzake jacht, visvangst, vogelbescherming en natuurbehoud;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Executieven op 1 maart 1993;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 juni 1992 houdende erkenning van groeperingen;

Overwegende dat, overeenkomstig de richtlijn 79/409/EEG van 20 april 1979, het slechts toegestaan is af te wijken van de vogelbescherming voor kleine hoeveelheden wanneer er geen andere bevredigende oplossing bestaat;

Overwegende dat de oplossing, die erin bestaat gevangen vogels te kweken, het onderwerp is van door het Gewest gevraagde studies;

Overwegende dat het geboden is, als bewarende maatregel, een vangst van in de natuur levende vogels toe te staan in afwachting van het resultaat van deze studies;

Overwegende dat de beslissing M (72) 18 van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie de niet-automatische slagkooi ondubbelzinning laat beschouwen als een toegelaten vangtuig;

Overwegende dat dit vangmiddel *strictu sensu* en volgens de etymologische betekenis niet meer als vogelvangst mag aangezien worden, hetgeen het spannen van stroppen of van vangnetten van meer dan 0,25 m<sup>2</sup> veronderstelt;

Overwegende dat, met het oog op de stricte controle van de voorwaarden in de zin van artikel 9.1. van de richtlijn 79/409, het onder andere geboden is :

- de serienummers van de per soort uitgedeelde ringen te publiceren;
- de bevoorraders te verplichten in België te wonen;
- te bepalen dat de gehouden ringen op de ringlijst vóór de vangst ingeschreven zullen worden;
- de vangst 's nachts te verbieden;
- de vangplaatsen bij de administratie in nuttige tijd bekend te maken, hetzij ten minste acht dagen vóór de opening van de bevoorrading, zodat de administratie de controle kan organiseren:
  - het onmiddellijk ringen, registreren en inschrijven van de gevangen vogels te voorzien;
  - enkel het gebruik van lokvogels die overeenstemmen met de te vangen vogels in ieder concreet geval toe te staan;
  - de vangst te verbieden in de buurt van werkplaatsen, gebouwen en aanliggende binnenplaatsen waar het houden van vogels zonder veel zekerheid gecontroleerd kan worden;
  - elke ruil van gevangen vogels te verbieden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gerechtvaardigd door de nabijheid van de openingsdatum van de bevoorrading,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** De bij dit besluit georganiseerde nieuwe bevoorrading heeft tot doel de vangst en het vervoer van vogels toe te laten in zulk een hoeveelheid als strict nodig is voor de compensatie van de vermindering door overlijden van de gevangen vogels die door de vogelkwekers en de liefhebbers van inheemse vogels worden gehouden met het oog op het kweken ervan.

Dit besluit stelt de controle in die uit deze nieuwe bevoorrading voortkomt.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° niet-automatische slagkooi : kooi van een maximum inhoud van 50 dm<sup>3</sup> en die de vorm heeft van een rechthoekig parallellepipedum waarvan de wanden uit metaalgaas, traliewerk, weefsels met synthetische of natuurlijke vezels, enz. gemaakt zijn. Deze wanden moeten vlakke panelen vormen, elk begrensd door vier ribben. Slechts één zijkant mag beweegbaar zijn. De kooi mag niet zonder de tussenkomst van de bevoorrader opnieuw gespannen worden na elke vogel die gevangen wordt. Het kantelen van het rek kan door een veiligheid geblokkeerd worden, zodat het gewicht van de vogel de kooi niet doet sluiten. De bevoorrader kan deze veiligheid op afstand met een koord verwijderen;

2° vangplaats : plaats die door de bevoorrader afgebakend is bij middel van een schema of een topografische kaart die hij, ondertekend en aangevuld met de vermeldingen aangeduid op het formulier vastgesteld in bijlage I, onder rubriek III, van dit besluit, doet toekomen aan de ingenieur-hoofd van de houtvesterij van het gebied waarop het grootste deel van de op het schema of op het plan afgebakende plaats zich bevindt ten minste acht dagen vóór het gebruik van de vangplaats.

#### HOOFDSTUK II. — *Vangst en vervoer van de gevangen vogels, kooien en lokvogels*

**Art. 3.** Het voordeel van de afwijkingen van artikelen 3, 5 en 8 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels inzake de vangst en het vervoer van gevangen vogels, lokvogels en vangtuigen voor de nieuwe bevoorrading is onderworpen aan de strikte naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk.

**Art. 4.** Enkel de hierna vermelde soorten en ondersoorten mogen worden gevangen. Voor elk ervan worden de maximale hoeveelheden uit te delen vangrington vermeld, alsook hun kleur, hun diameter en hun serienummer :

Nederlandse benaming	Latijnse benaming	Aantal ringen	Kleur	Diameter (mm)	Serienummer
Kruisbek	<i>Loxia c. curvirostra</i>	690	metaal	3,4	0001/93 tot 0690/93
Goudvink	<i>Pyrrhula p. europaea</i>	2 200	blauw	2,9	0001/93 tot 2200/93
Putter	<i>Carduelis c. carduelis</i>	5 200	zwart	2,9	0001/93 tot 5200/93
Appelvink	<i>Coccothraustes c. coccothraustes</i>	700	rood	3,4	0001/93 tot 0700/93
Frater	<i>Acanthis fl. flavirostris</i>	500	geel	2,9	0001/93 tot 0500/93
Kneu	<i>Acanthis c. cannabina</i>	4 000	metaal	2,9	0001/93 tot 4000/93
Vink.	<i>Fringilla coelebs</i>	8 450	metaal	2,9	4001/93 tot 12450/93
Keep	<i>Fringilla montifringilla</i>	1 400	groen	2,9	0001/93 tot 1400/93
Sijs	<i>Carduelis spinus</i>	7 150	rood	2,9	0001/93 tot 7150/93
Groenling	<i>Chloris chloris</i>	800	geel	3,4	0001/93 tot 0800/93

**Art. 5.** De vangstvergunningen worden door de erkende groeperingen uitgedeeld aan de personen van wie de Administratie nagekeken heeft of zij aan volgende voorwaarden voldoen :

1° op 10 oktober 1993 de volle leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

2° vóór 1 mei 1993 :

a) in België wonen;

b) geen veroordeling hebben opgelopen sinds ten minste vijf jaar wegens inbreuk op het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 juli 1982 waarbij, voor het Waalse Gewest, het houden en het ruilen van vogels

wordt geregeld en waarbij een tijdelijke bevoorrading in vogels wordt toegestaan in toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels; op de jachtwet, op de wet op de riviervisserij; op de wet op het natuurbehoud; op de wet op de bescherming en het welzijn van dieren; op het boswetboek of op besluiten aangenomen in een ander gewest inzake vogelbescherming;

c) houder zijn van een regelmatig gehouden inventarisboekje, overeenkomstig titel I van voormeld besluit van 28 juli 1982, en die, bovendien, vermeld zijn in een lijst die hen door de Afdeling Natuur en Bossen ten laatste op 10 september 1993 verstuurd werd, welke Afdeling de naleving van deze voorwaarden heeft gecontroleerd.

**Art. 6. § 1.** De Afdeling Natuur en Bossen zal de in artikel 4 beschreven ringen per soort aan de erkende groeperingen uitdelen op grond van het ministerieel besluit van 11 juni 1992, rekening houdend met de ringlijsten die geregistreerd werden voor het bevoorradingseizoen 1992 op grond van artikel 8, § 2, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 juli 1982.

§ 2. De ringen worden onder dezelfde voorwaarden als die van artikel 5 uitgedeeld.

§ 3. Het aantal open ringen waarover iedere bevoorrader kan beschikken hetzij bij uitdeling, hetzij bij ruil, is beperkt tot 12 maximum.

§ 4. Wanneer een persoon een in artikel 4 vermelde vogel vangt of tracht te vangen, moet hij in het bezit zijn van één of meerdere overeenstemmende ringen, die beschreven zijn in de voorafgaande bepalingen, alsook van de in bijlage IV van het besluit van de Executieve van 28 juli 1982 bedoelde ringlijst waarvan de kolommen "ringnummer" en "soort" voorafgaand ingevuld zijn. De op de ringlijst ingeschreven ringen moeten overeenstemmen met dewelke hij bezit of met dewelke ingeschreven zijn in rubriek II van de bijlage I bij dit besluit.

Niemand mag in het bezit zijn van ringen die hem niet persoonlijk uitgedeeld werden, tenzij deze ringen geruild werden ten laatste op 30 september 1993.

Niemand mag in het bezit zijn van één of meerdere open ringen die tijdens de vorige jaren uitgedeeld werden.

**Art. 7. § 1.** De personen, die rechtstreeks aan de bevoorrading deelnemen, moeten, wegens hun aanwezigheid op de vangplaats of wegens het vervoer van vogels, lokvogels of tuigen, aan volgende voorwaarden voldoen :

1° in België wonen;

2° de volle leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

3° geen veroordeling hebben opgelopen sinds ten minste vijf jaar wegens inbreuk op het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels, op de jachtwet, op de wet op de riviervisserij; op de wet op het natuurbehoud; op de wet op de bescherming en het welzijn van dieren; op het boswetboek; op voormeld besluit van de Executieve van 28 juli 1982 of op besluiten aangenomen in een ander gewest inzake vogelbescherming;

4° titularis en houder zijn van een vangstvergunning overeenkomstig de bijlage V van het besluit van de Executieve van 28 juli 1982;

5° houder zijn van zijn ringlijst in de zin van artikel 8 van het besluit van 28 juli 1982;

6° titularis en houder zijn van een inventarisboekje, overeenkomstig titel I van voormeld besluit van 28 juli 1982;

7° houder zijn van de groene en rode delen nr. 2 van de vogels die als lokvogels gebruikt worden, overeenkomstig hoofdstuk I van voormeld besluit van 28 juli 1982;

8° ten laatste acht dagen vóór het gebruik van de vangplaats het in bijlage I bij dit besluit vermelde formulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, in dubbel exemplaar hebben verstuurd naar de ingenieurhoofd van de houtvesterij van het gebied waarop het grootste deel van de voorgestelde vangplaats gelegen is. Er dienen zoveel formulieren verstuurd te worden dan er vangplaatsen zijn, maar de rubrieken I en II moeten hetzelfde blijven.

§ 2. De in § 1 vermelde documenten en stukken moeten aan de met de controle belaste agenten en ambtenaren getoond worden.

§ 3. Door het vragen en bekomen van een vergunning verbindt de bevoorrader zich ertoe de agenten en ambtenaren een controle uit te laten voeren op zijn voertuig, alsook op zijn kooien, zelfs in zijn privéverblijf. Indien de controle geweigerd wordt, worden dezelfde bepalingen als bij het houden van niet geoorloofde vogels toegepast.

**Art. 8.** Het vangen of de pogingen tot vangen is geoorloofd van 10 oktober 1993 tot 11 november van hetzelfde jaar, van zonsopgang tot zonsondergang.

**Art. 9.** Het plaatsen van een vangtuig is verboden :

- 1° binnen een afstand van en op minder dan 50 meter van bossen en wouden, kaalkappingen inbegrepen;
- 2° binnen een afstand van en op minder dan 100 meter van natuurgebieden en van natuurgebieden van wetenschappelijk belang, in de zin van artikel 178 van het Waalse Wetboek voor ruimtelijke ordening, stedebouw en patrimonium;
- 3° binnen een afstand van en op minder dan 100 meter van natuurreservaten die erkend of opgericht zijn op grond van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
- 4° binnen de perimeter van een natuurpark dat het onderwerp is geweest van een oprichtings- of goedkeuringsbesluit genomen overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken, op voorwaarde dat dit besluit van toepassing is;
- 5° buiten de vangplaats in de zin van artikel 2, 2°;
- 6° op een vangplaats waarvan de bodem geheel of ten dele met sneeuw bedekt is;
- 7° in de gemeenten langs de grens van een vreemde Staat;
- 8° binnen een afstand van en op minder dan 100 meter van werkplaatsen, gebouwen en aanliggende binnenplaatsen, met uitzondering van woonhuizen.

**Art. 10.** De oppervlakte van de vangplaats mag niet groter zijn dan één hectare. De gespannen vangtuigen, de lokvogels en de uitkijkpost van de bevoorrader moeten zich verplichtend binnen deze oppervlakte bevinden.

**Art. 11.** De bevoorrading mag slechts gebeuren bij middel van niet automatische slagkooien in de zin van artikel 2, 1°.

Elke slagkooi moet een werkelijke vanginhoud van maximum 50 dm<sup>3</sup> bedragen. De plaats voor de lokvogel, die zich in een aan de slagkooi gehecht kompartiment kan bevinden, wordt niet bij deze inhoud meegerekend.

Geen rib van de slagkooi mag kleiner dan twintig centimeter zijn, behalve voor wat betreft de slagkooi voor de vangst van vinken waarvan de ribben echter niet kleiner dan vijf centimeter mogen zijn. In dat geval mag de kooi niet langer dan 60 cm en niet breder dan 40 cm zijn.

Door de aanwezigheid van de slagkooi voor vinken op de vangplaats worden uitgesloten :

- de aanwezigheid van een gewone slagkooi;
- lokvogels;
- andere soorten dan de vink alsook de ringen bestemd voor andere soorten.

De kooien mogen noch geheel noch gedeeltelijk ingegraven worden.

Het aantal slagkooien is beperkt tot vier eenheden per bevoorrader, behalve in de provincie Luxemburg waar hun aantal tot twee beperkt is.

Het aantal aanwezige lokvogels is beperkt tot twintig per vangplaats.

Dit aantal kan verdubbeld worden indien er uitsluitend gebruik wordt gemaakt van gekweekte lokvogels die tot een vangbaar soort behoren en dusdanig drager zijn van een gesloten ring en regelmatig geregistreerd zijn overeenkomstig hoofdstuk I van het besluit van de Executieve van 28 juli 1982.

Elke gevangen vogel, die tot een soort behoort waarvan de vangst niet geoorloofd is, moet ter plekke en onmiddellijk vrijgelaten worden.

De slagkooien in werking moeten onder voortdurend en rechtstreeks toezicht van de bevoorrader blijven om de tijd gedurende dewelke de pas gevangen vogel zich in de kooi bevindt, zoveel mogelijk te verminderen.

**Art. 12.** De lokvogels moeten zich in een kooi bevinden en hun kooien moeten op de vangplaats geplaatst worden.

Het gebruik van mestkooien of van boombeschermers is verboden.

De op de vangplaats aanwezige lokvogels mogen enkel tot de vangbare soorten behoren waarvoor de bevoorrader in het bezit is van de overeenstemmende ringen die nog niet aan de poot van een vogel en van zijn specifieke gelijksoortige gehecht zijn.

Het gebruik van blindgemaakte of verminkte lokvogels is verboden.

Op de vangplaats is het verboden tuigen te bezitten die de zang of de roep van vangbare vogels nabootsen. Hun gebruik is ook verboden op de vangplaats of in stembereik ervan.

**Art. 13.** In afwijking van artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit van 20 juli 1972, zoals gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 februari 1977, is het vervoer van slagkooien en lokvogels geoorloofd van 9 oktober tot 12 november 1993.

De gevangen vogels en de lokvogels mogen enkel in een kooi vervoerd worden. Tijdens het vervoer moeten zij in deze kooien over een vrije ruimte van minstens 2 dm<sup>2</sup> per vogel beschikken.

De gevangen vogels mogen enkel vervoerd worden van 10 oktober tot 11 november 1993.



Art. 14. § 1. De vangst wordt geacht plaats te vinden op het ogenblik dat de in de slagkooi gevangen vogel er uitgenomen wordt door de bevoorrader of met zijn toestemming om, onder zijn toezicht, in een kooi of in een andere plaats te blijven, of wanneer de vogel meer dan een half uur in de slagkooi blijft waar hij gevangen werd. Elke gevangen vogel zal ofwel onmiddellijk vrijgelaten worden of onmiddellijk geringd worden met de overeenstemmende ring zoals bedoeld in artikel 4, in welk geval de ring zorgvuldig gesloten moet worden en daarna in het inventarisboekje geregistreerd en ingeschreven worden.

Deze onmiddellijke registratie gebeurt op de ringlijst die gelijkvormig is aan het model van bijlage IV van het besluit van de Executieve van 28 juli 1982. Deze ringlijst wordt onuitwisbaar ingevuld zonder tussenruimte of doorhaling.

De gevangen, geringde en geregistreerde vogels worden daarna op het terrein tevens onmiddellijk en op een onuitwisbare wijze ingeschreven in het in artikel 2 van het besluit van 28 juli 1982 bedoelde inventarisboekje.

In afwijking van de voorafgaande leden en om de te bewaren vogels te bepalen, kan de bevoorrader een niet-geringde putter of goudvink op het terrein houden, maar moet hij de in de vorige paragraaf beschreven handelingen uitvoeren vóór dat hij het terrein verlaat en ten laatste een half uur na zonsondergang.

§ 2. De niet-gebruikte ringen voor het kenmerken van de gevangen vogels worden vóór 1 december 1993 door de bevoorrader teruggestuurd naar de erkende groepering die ze uitgedeeld heeft.

Deze ringen, alsook de ringlijsten en de per provincie opgemaakte overzichtstabel met het aantal vogels van elk soort, die door de bevoorraders van de erkende groepering gevangen werden, zullen vóór 31 december 1993 aan de betrokken administratie avenue Prince de Liège 15, te 5100 Namen, teruggestuurd worden.

De administratie kan, op de zetel van de erkende groeperingen, elke nodige controle uitvoeren tijdens de maanden december 1993 en januari 1994.

Bij dood of vrijlating van een gevangen vogel, wordt de gebruikte ring van de poot verwijderd en vastgehecht in de laatste kolom van de ringlijst, tegenover de aanduidingen over zijn vangst, met vermelding van de datum van deze handeling.

Art. 15. Behalve voorafgaande voorziene tegenstrijdige bepalingen is hoofdstuk II van het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 juli 1982 niet van toepassing op deze nieuwe bevoorrading.

### HOOFDSTUK III. — *Houden en ruilen van gevangen vogels*

Art. 16. Het houden van levende vogels, gevangen tijdens deze nieuwe bevoorrading, is geoorloofd onder de voorwaarden vermeld in hoofdstuk I van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 juli 1982. Het ruilen van tijdens deze nieuwe bevoorrading gevangen vogels is verboden.

### HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

Art. 17. De overtredingen van dit besluit worden gestraft overeenkomstig artikel 11 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels.

Hij die gebruik maakt van frauduleuse middelen om de personen belast met het toezicht op een dwaalspoor te brengen, is strafbaar overeenkomstig artikel 11 van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 betreffende de bescherming van vogels.

Hij die de toegang tot de vangplaats aan de personen belast met het toezicht weigert of die gebruik maakt van een vogelnet, een klepje, een vangkooi voorzien van een neerklapbaar net dat kleiner dan 0,25 m<sup>2</sup> is, een net, een stroop, lijnstokjes of van een kluister, zal levenslang ontzet zijn uit het recht een inventarisboekje, een vergunning en vangringen te verkrijgen, onder voorbehoud van eventuele andere boetes.

Art. 18. Dit besluit wordt van kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 16 september 1993

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## Bijlage

Recto

## VERKLARING VAN VANGST

*Nota bene* : Dit dokument, waarvan de 4 rubrieken behoorlijk recto verso ingevuld moeten worden, moet vóór 1 oktober 1993 toegestuurd worden aan de heer Ingenieur bij Waters en Bossen — hoofd van de houtvesterij van het gebied dat overeenstemt met de plaats waar de vangst door de belanghebbende uitgevoerd wordt.

## RUBRIEK I. — Verklaring op erewoord.

Ondergetekende (1).....  
 .....  
 .....

verklaart op erewoord hierbij alle voorwaarden te vervullen, die vermeld zijn in artikel 6, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 waarbij een nieuwe bevoorrading van de kwekers van inheemse vogels wordt toegestaan van 10 oktober tot 11 november 1993.

Datum en handtekening.

(1) Naam, voornaam en volledig adres.

## RUBRIEK II. — Ringlijst

Soort	Kleur	Diameter (mm)	Nummer
Kruisbek	metaal	3,4	
Goudvink	blauw	2,9	
Putter	zwart	2,9	
Appelvink	rood	3,4	
Frater	geel	2,9	
Kneu en vink	metaal	2,9	
Keep	groen	2,9	
Sijs	rood	2,9	
Groenling	geel	3,4	

## RUBRIEK III. — Plaatsaanduiding van de vangplaats.

Gemeente : ..... Buurtschap : .....  
 Schema (\*)

(\*) Dit schema kan vervangen worden door een topografische kaart waarop de vangplaats door een rode streep omringd is.

## RUBRIEK IV. — Machtiging van de eigenaar van het terrein.

*Nota bene* : enkel door de eigenaar in te vullen.

Ondergetekende (2).....  
 .....  
 .....

verklaart dat de op de voorzijde aangeduide persoon gemachtigd is vogels te vangen op zijn eigendom gelegen te ....., en aangeduid op het hierboven getekende schema.

Datum en handtekening.

(2) Naam, voornaam en volledig adres.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 waarbij een nieuwe bevoorrading van de vinkeniers en de liefhebbers van inheemse vogels voor het kweken wordt toegestaan van 10 oktober tot 11 november 1993.

Namur, 16 september 1993.

De Voorzitter van de Regering,  
 belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
 G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
 G. LUTGEN